

# « Les blocages sont nécessaires pour que les salariés se fassent entendre »

En amont de la nouvelle journée d'action contre la loi Travail prévue aujourd'hui, le secrétaire départemental de la CGT, Pierre Place, justifie les blocages et dénonce la situation sociale départementale. Entretien.

**Les actions de blocage (routes, raffineries, etc.) agacent. Sont-elles vraiment nécessaires pour lutter contre la loi Travail ?**

Nous avons commencé à manifester en mars, mais le gouvernement est resté sourd. Dans ce contexte, les blocages sont aujourd'hui nécessaires. Les salariés veulent se faire entendre. Les moyens classiques n'ont pas marché, alors ils se tournent vers d'autres modes d'action pour faire pression sur l'économie nationale et le Medef. Aujourd'hui, le gouvernement n'a plus de majorité parlementaire. Il peut être considéré comme illégitime. C'est lui qui génère la situation actuelle. Si le dialogue social avait été un des fils conducteurs de la période, on n'en serait pas là.

**« Quel élu fait 20 000 voix dans les P.-O. ? »**

**Vos détracteurs disent que les syndicats ne sont plus représentatifs. Qu'en est-il dans le département ?**

À elle seule, la CGT recense environ 4300 adhérents dans les P.-O., et 700000 au niveau national. Réunis, l'ensemble des partis politiques français ne dénombrent que moins de 400 000 membres. Localement, la CGT est la première organisation syndicale. On estime qu'elle recueille entre 15 000 et 20 000 voix aux élections professionnelles. Je voudrais savoir qui est élu avec 20 000 voix dans ce département !

**En quoi votre combat contre la loi Travail est-il légitime ?**

70% des Français sont contre ce texte. Nous sommes prêts à discuter sur le Code du travail. Le monde du travail a évolué. Il est normal que le Code évolue aussi. Mais la primauté des accords de branche sur les accords d'entreprise ne doit pas être mise en cause, sinon les salariés seront à la merci des employeurs. Avec la loi Travail, on se dirige vers un modèle à l'anglo-saxonne. Les Français sentent bien qu'on leur propose de changer de société sans leur demander s'ils en ont envie.

**Vous cautionnez les affiches sur les violences policières diffusées par un syndicat affilié à la CGT ?**

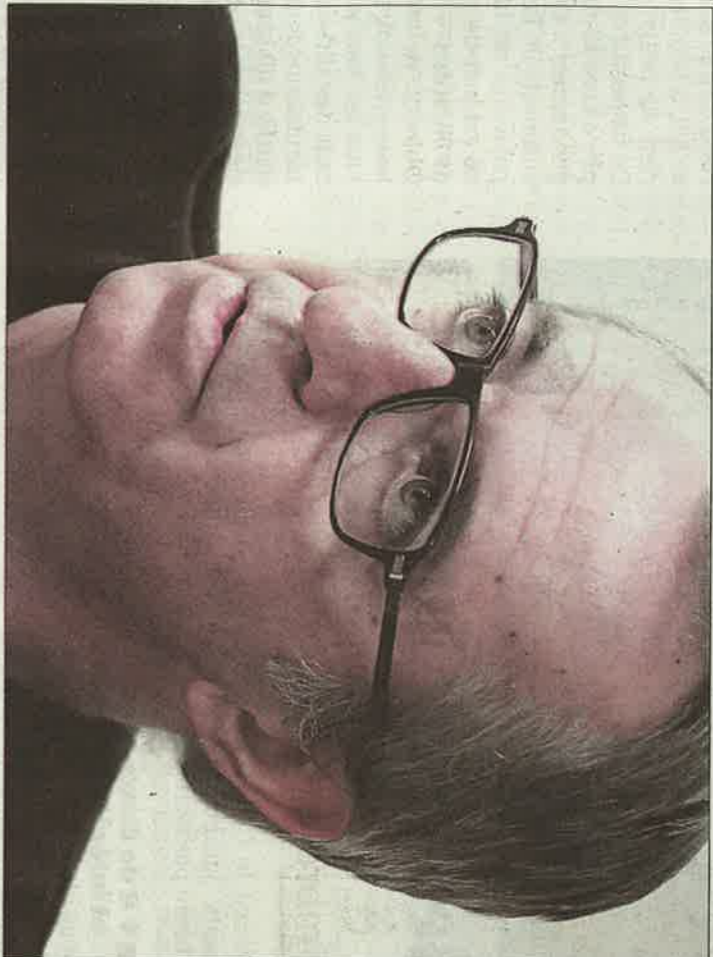
**8.** Comme le nombre de journées d'action contre la loi Travail organisées dans les P.-O. depuis le début de la mobilisation, le 9 mars dernier, vous à 8h30 devant le centre des Finances publiques de l'avenue de la Côte-Vermeille, à Perpignan. Les opposants à la loi El Khomri prévoient aussi d'installer en fin de journée des barrages filtrants aux sorties de la ville afin de distribuer des tracts aux automobilistes.

**Et de 9 !**

Lintersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, UNL et Jeunes révoités appelle à une nouvelle journée d'action aujourd'hui. Rendez-vous à 8h30 devant le centre des Finances publiques de l'avenue de la Côte-Vermeille, à Perpignan. Les opposants à la loi El Khomri prévoient aussi d'installer en fin de journée des barrages filtrants aux sorties de la ville afin de distribuer des tracts aux automobilistes.

**Bientôt 10...**

intersyndicale des P.-O. réunit à l'organisation d'un rassemblement à la semaine prochaine. Les opposants à la loi El Khomri prévoient aussi d'installer en fin de journée des barrages filtrants aux sorties de la ville afin de distribuer des tracts aux automobilistes.



Le secrétaire départemental de la CGT assume tout.

Photo Thierry Grillet

Ces affiches ont été publiées après une journée d'action parisienne où un certain nombre de dégradations ont été constatées. La CGT ne soutient ni les violences ni les destructions de biens. Cependant, nous nous sommes aperçus que, depuis le mois d'avril, les policiers avaient reçu des directrices contradictoires qui ne leur permettaient plus d'assurer la sécurité lors des manifestations. Résultat : il y a eu des incidents et des blessés dans certaines régions. Ces affiches visaient à dénoncer cette situation.

**« On ne fait pas la grève pour le plaisir »**

**Les Pyrénées-Orientales sont-elles concernées ?**

Ici, nous avons toujours encadré nos actions. On les a toujours effectuées en lien direct avec les services de police pour que la sécurité des uns et des autres soit respectée. Ça se passe très bien et on veut que ça continue.

**Pourtant la situation économique et sociale du département paraît explosive...**

nationale est également annoncée pour le 14 juin. Une délégation des P.-O. montera à Paris pour l'occasion. Un cortège devrait défilier en parallèle à Perpignan.

**1.** En 2008, lors des élections prud'homales, dans les P.-O., la CGT avait obtenu 42% des voix. FO était arrivée deuxième avec 18% et la CFDT troisième avec 15%.

**49.3.** Pour Pierre Place :

« L'utilisation du 49.3 qui permet au gouvernement de faire adopter un texte sans vote de l'Assemblée a relancé le mouvement. On était déjà dans un déni de démocratie sociale et on est passé à un déni de démocratie tout court ! »

Cependant, le parcours législatif de la loi Travail n'est pas terminé. Le Sénat doit commencer à examiner le texte le 19 juin. Avant



Jeu de dernière, les opposants ont bloqué un train en gare de Perpignan.

Photo Harry Jordan

devant l'Assemblée à la fin du mois.

**5000.** Le 31 mars

dernier, plus de 5000 personnes ont défilé dans les rues de Perpignan à l'appel de l'intersyndicale pour réclamer

**Depuis quelques mois, vous dénoncez une répression de l'action syndicale. Comment se traduit-elle au niveau local ?**

Certains employeurs basculent dans la répression de l'action syndicale car ils ne veulent pas être contestés. Dans le département, c'est notamment le cas à la poste de Rivesaltes, où un facteur gréviste encourt 18 mois de mise à pied dont 12 ferme.

La CGT est ciblée car elle est à la pointe du combat. Attaquer la CGT, c'est tenter d'entraver un syndicalisme de contestation, d'action et de proposition qui gère visiblement beaucoup de monde.

Recueilli par Arnaud Andreu

**GRÈVE SNCF**  
Ambiance sur les quais du Centre del Mon  
**Frustrés mais compréhensifs**



**Hier la gare de Perpignan,**

tournaît au ralenti. Et tout le monde sur les quais s'efforçait de prendre son mal en patience. Comme Abdel, qui voyage avec sa compagne : « On ne nous a pas signalés si notre train était en retard ou supprimé », explique le voyageur. Et puis l'empathie prend le dessus : « Toutefois, nous comprenons ce mouvement de grève. La SNCF est en difficulté. On écoute, on entend le discours des cheminots. C'est une société française de marque, qui engage avec elle la responsabilité de la France. Il faut une réaction des politiques en faveur des travailleurs, et non contre. »

Dans le hall, les têtes se lèvent toutes vers les écrans : on estime les retards de 5 à 25 minutes avec des bus qui viennent remplacer les trains

supprimés. Sur le quai, Didier Facoltoso, chef de la gare, s'affaire à la circulation d'un des quatre TGV, entre Perpignan et Paris : « Il y a toujours des mécontentements, c'est sûr, mais les gens sont corrects. Pour les trains annulés, on invite les voyageurs qui se rendent à Montpellier ou Narbonne à se tourner vers des TER par exemple. »

Jordi, Catalan du Sud, devait prendre le train hier matin à 10 heures. Il attendra jusqu'à 19 heures avant de rentrer à Barcelone, sans trop comprendre ce qu'il se passe vraiment. Hier, seul un TGV sur trois fonctionnait. La plupart s'arrêtaient avant la frontière, à Figueres Vila TGV.

Du coup, certains n'hésitent plus à jouer la carte de l'alternative. C'est le cas de Gérald, Espagnol, qui devrait lui aussi se rendre à Barcelone qui a préféré utiliser un réseau de bus privatisé. Un voyageur étranger qui analysait ainsi la situation : « Je comprends le mouvement des cheminots. Il semblerait finalement que François Hollande et son gouvernement ne mettent pas en place ce qu'ils ont promis. » Et puis vient l'impact sur le quotidien : « Cela va me prendre beaucoup plus de temps pour arriver à Barcelone, il va falloir que j'arrange cela avec mon employeur », tulmine l'Espagnol. Aujourd'hui encore, il faudra user de patience : le mouvement est reconduit pour une durée indéterminée...

Robin Serradell

## Perturbations

Des perturbations à la SNCF sont à prévoir en cette journée du 2 juin :

- ▶ 6 TGV sur 10
- ▶ 1 Intercités sur 3
- ▶ 1 TER sur 2

Pour connaître les conditions de circulation des trains en temps réel et s'informer sur les trajets, rendez-vous sur : [www.sncf.com](http://www.sncf.com)

Web : [www.sncf.com](http://www.sncf.com)